

Handicap: de nombreux enfants toujours privés d'école

Paris, 12 sept. 2017 (AFP) -

Une semaine après la rentrée, de nombreux enfants en situation de handicap restent privés d'école, faute de personnel pour les accompagner. Si le gouvernement a promis de trouver une solution pour chacun d'eux, les familles s'interrogent: quand ?

Lorsque lundi dernier, Marie Ruffin est arrivée à l'école de son fils Tom, 5 ans, porteur de trisomie 21, pour sa rentrée en grande section de maternelle à Pézenas (Hérault), ce fut la douche froide. "Il n'y avait pas d'auxiliaire de vie scolaire (AVS) pour lui", raconte-t-elle. Elle fait alors "le forcing" auprès de la directrice pour qu'elle l'accepte malgré tout. Mais "le lendemain, elle m'a dit que ce ne serait pas possible".

Résultat, elle a dû "chercher une nounou en 4ème vitesse pour le faire garder". Et depuis, "plus rien. J'ai envoyé des mails à tout le monde: au rectorat, à la cellule d'aide mise en place par le ministère. Aucune nouvelle", se désespère-t-elle.

Comme son fils, de nombreux enfants n'ont pas pu faire leur rentrée la semaine dernière, par manque d'AVS.

Le nombre d'élèves en situation de handicap scolarisés cette année a progressé, pour atteindre plus de 300.000 enfants, dont 164.000 ont besoin d'un accompagnement, soit une hausse de 12% par rapport à 2016.

Fin août, le gouvernement avait annoncé que les 50.000 contrats aidés d'AVS seraient "sanctuarisés" pour l'accompagnement des enfants handicapés, et que 8.068 équivalents temps plein supplémentaires par rapport à l'an dernier seraient déployés à la rentrée. "Tous les besoins seront couverts", assurait alors le ministère de l'Education. Il s'agit d'"une priorité absolue".

Depuis, la secrétaire d'Etat chargée du handicap, Sophie Cluzel, a prévenu que tous les personnels ne seraient peut-être pas présents le jour J pour des raisons logistiques, mais arriveraient peu après. Son ministère a mis en place un numéro vert pour les familles rencontrant des difficultés.

"On ne m'a jamais rappelée", se désole Pamela Perra-Rosset. Sa fille, Joséphine, atteinte de trisomie, est rentrée en première année de maternelle près de Lyon. Sans AVS. Pour l'instant, l'école l'accepte le matin. "Mais ma fille s'échappe de la classe et va dans les couloirs, dans la cour de récré"...

Elle redoute que d'ici quelques jours, l'école lui annonce qu'elle ne peut plus la garder. "Si on doit la retirer, je n'ai pas de solution", déplore cette mère, qui travaille à temps plein, tout comme son mari. "On me promet une AVS, mais je ne sais pas quand. Et qu'est-ce qu'on fait en attendant ?"

- Derrière les chiffres -La semaine dernière, un appel a été lancé sur plusieurs pages Facebook de parents d'enfants handicapés rassemblant environ 100.000 abonnés, pour partager des témoignages sur les difficultés de la rentrée.

Une centaine de parents ont répondu. "Depuis l'élection d'Emmanuel Macron, on a entendu beaucoup de promesses, qui ont fait naître de l'espoir. On savait que la rentrée serait un test", raconte Caroline Boudet, auteure de la page Facebook "Louise and co". "Derrière les chiffres, nous avons voulu raconter les histoires de ces parents et enfants privés d'école, et décrire les conséquences humaines."

Plusieurs associations évoquent des situations compliquées pour encore "des milliers d'enfants".

"On avait cette fois envie d'y croire. Mais comme chaque année, de nombreux enfants ne peuvent pas être scolarisés, ou alors pas dans de bonnes conditions, ou encore seulement sur des plages horaires réduites", regrette Marion Aubry, vice-présidente de l'association TouPI, qui défend les droits des personnes handicapées.

"La situation sur le territoire est hétérogène", souligne aussi Marie-Christine Philbert, présidente de la Fnaseph (Fédération nationale des associations au service des élèves présentant un handicap). "Certaines écoles accueillent les enfants sans AVS, d'autres non, il manque une circulaire claire sur le sujet", estime-t-elle.

Et si les postes sont bien créés, restent les problèmes de recrutement de ces accompagnants, l'emploi restant souvent précaire et peu valorisé.

ito/fmp/spe/dar

Afp le 12 sept. 17 à 10 00.